

Commission Episcopale des missions. Un des points de la rencontre portait sur le laïcat missionnaire. Nous croyons que l'église québécoise et canadienne doit continuer de s'impliquer dans ce dossier. L'Entraide missionnaire participait à cette rencontre.

Le 4 novembre 87, nous avons discuté avec une des responsables du laïcat missionnaire chez les "Scarboro foreign mission Society" de Toronto. Durant l'été dernier, quelques sociétés missionnaires se sont rencontrées au Mexique (Mexico) pour échanger au sujet des laïques missionnaires associés à ces sociétés. Les Scarboro étaient de ce nombre. Suite à cette réunion, ils ont eu comme mandat d'organiser une rencontre pour les laïques missionnaires travaillant en Amérique latine. Cette rencontre se tiendrait au Pérou vers l'automne 88 (hypothèse de travail).

Le comité du laïcat espère s'associer à cette démarche. Rappelons qu'en mai 86, soit il y a un an et demi, le comité avait proposé la tenue d'un tel événement (également au Pérou). Un sous-comité avait même élaboré des réflexions et propositions dans ce sens. Il n'y a pas eu de suites rapides à ces propositions. Nous en concluons que ces propositions étaient peut-être prématurées à cette époque de l'évolution du dossier... Mais le comité du laïcat a maintenu le principe de cette rencontre dans sa programmation de 88 et de 89. D'où notre intérêt et désir de nous associer à la démarche des Scarboro... C'est certainement à suivre.

Le 30 novembre 87, vingt communautés et instituts missionnaires se rencontraient autour du thème **Le laïcat missionnaire**. La réunion avait deux objectifs:

- 1) faire une mise à jour et un suivi du dossier
- 2) voir la possibilité de nommer une personne qui représenterait les communautés et instituts missionnaires au sein du comité du laïcat missionnaire.

Les deux objectifs ont été atteints et c'est Pauline Williams qui sera la représentante de ce groupe au comité.

■ POUR MIEUX COMPRENDRE LA SITUATION HAÏTIENNE

Le 2 novembre dernier, le **Centre Justice et Foi** organisait une **soirée Relations** spéciale consacrée à la situation haïtienne. L'approche des élections législatives et présidentielles du 29 novembre et l'évolution de la conjoncture depuis les derniers mois donnaient à cette rencontre un caractère urgent.

Gérard Barthélémy, ex-président du Bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal (BCCHM), Jean-Yves Blot, anthropologue et théologien, Daniel Hutinot, politicologue et journaliste à "L'Heure haïtienne" (New-York), Jean-Claude Icart, sociologue et directeur du BCCHM ont été les quatre panélistes qui ont aidé les participant-e-s à cette soirée à aborder des questions aussi difficiles que pertinentes: quel sens peuvent avoir les prochaines élections dans un contexte où il y a massacre de paysans, expulsions...

sion et assassinats de candidats à la présidence, attaques contre des chrétiens engagés, etc.? Quel est le rôle de l'Eglise haïtienne? Quelle est la portée des messages de la Conférence des évêques haïtiens? Quelle place ont les haïtiens d'ici dans la conjoncture actuelle? Les macoutes reviennent-ils en force sur la scène politique haïtienne?

Pour prolonger la réflexion de cette soirée, Jean-Yves Blot, s.j., anthropologue et théologien, nous a autorisé à publier le texte de son intervention intitulée L'Eglise et la politique en Haïti. Merci à Jean-Yves de sa collaboration et merci au Centre Justice et Foi pour cette excellente soirée Relations.

L'EGLISE ET LA POLITIQUE EN HAÏTI

Introduction:

1) Je situe ma réflexion dans une perspective qui considère, l'Eglise comme institution sociale et la société comme ensemble plus large, dans une relation dialectique. D'un côté, l'Eglise peut jouer des rôles de cautionnement ou de contestation d'un régime politique déterminé. De l'autre, l'Eglise peut être déterminée par les conditionnements socio-économiques et politiques de la société.

2) Ensuite, une approche sociologique de l'Eglise nous permet de la voir comme une Institution non-monolithique. Il existe une instance hiérarchique de type élitiste, recrutée parmi les 20% de lettrés (bien entendu les missionnaires sont lettrés). Cette catégorie sociale ne souffre pas de faim, se loge décentement et peut consulter le médecin pour des problèmes de maladie. Il existe également une Eglise de la base, type populaire, formée généralement des 80% d'analphabètes, qui souffrent de la faim, qui dorment dans des conditions difficiles et qui peuvent difficilement se payer les frais d'hôpitaux ou les 20 dollars de la consultation médicale. Généralement cette catégorie est la plus sévèrement touchée par la répression meurtrière des forces armées. Au niveau de l'organisation sociale, nous retrouvons ces clercs qui travaillent généralement au niveau tertiaire (enseignant-e, infirmière, administrateurs de paroisse...) et de l'autre catégorie qui, quand elle n'est pas sous-employée au secteur de la production se retrouve dans les 40% de chômeurs du pays. De là la différence col blanc, col bleu et sans col.

3) En troisième lieu je rappellerai que l'Armée et l'Eglise Catholique sont les deux principales Institutions qui quadrillent systématiquement et totalement le pays; et cela grâce à leur structure hiérarchique et leur extension sur l'ensemble du territoire national.

Mon exposé comporte deux hypothèses:

- 1- Ces deux Eglises, qui font partie de deux lieux sociaux différents ont deux logiques politiques différentes.
- 2- Les rôles des différents secteurs de l'Eglise traduisent non seulement leur position de classe mais aussi leur option de classe qui est un choix politique.

Développement

Mon développement comporte trois parties: d'abord deux églises, ensuite deux stratégies politiques, enfin deux visions des élections.

1- L'EGLISE HIERARCHIQUE COMME LIEU DE POUVOIR SURTOUT SYMBOLIQUE, MAIS AUSSI ECONOMIQUE ET POLITIQUE.

- La forte **scolarisation** des clercs et des missionnaires et leur utilisation de la langue française constitue, pour les 80% d'analphabètes et les créolophones une barrière car cet instrument symbolique de la domination renforce le mythe constitutif du pouvoir.
- Son message moulé dans la culture occidentale est présenté comme **intemporel et transhistorique** à un peuple qui vit déjà dans un monde sacralisé.
- Aux yeux du commun les **hommes** d'Eglise constituent une forte organisation qui a des liens avec l'Etranger, notamment la France, l'Italie, le Canada, les Etats-Unis... L'extérieur est ici symbole de puissance.
- L'Eglise est une organisation qui a des richesses domaniales et des biens immobiliers (écoles, dispensaires, hôpitaux, églises, résidences...)
- Cette Eglise est aussi un canal de mobilité sociale. Les clercs jouissent d'une **assurance-vie** dans un contexte où la majorité de la population souffre de la faim, du logement et de maladie et vit une insécurité quotidienne.

2- STRATEGIE POLITIQUE DE CETTE EGLISE-POUVOIR

L'Eglise hiérarchique agit toujours comme l'interlocutrice privilégiée des autorités civiles et politiques. A la campagne, tout leader local veut se montrer avec le curé comme le Président de la République avec l'Archevêque de Port-au-Prince de façon à accroître son autorité. Le clergé tire aussi de ses relations un surcroît d'autorité. Ce mariage pouvoir politique et pouvoir clérical a été traduit par Duvalier comme l'"Alliance du spirituel et du temporel". Dans cette logique politique, les gens vont se plaindre auprès des autorités ecclésiastiques qui vont parler au gouvernement **en leur nom**; c'est le pouvoir qui dialogue avec le pouvoir. En ce sens, elle se fait la **voix des sans voix**.

3- CRISE DE CETTE EGLISE-POUVOIR AVEC L'EMERGENCE DE LA SOCIETE CIVILE D'APRES LE 7 FEVRIER.

Il va sans dire que cette Eglise-Pouvoir, en s'alliant aux forces de la base, a contribué au déchouage de Duvalier. Après ce départ, surgit au pays une véritable "libération de Parole" et les gens s'organisent par toutes sortes de moyens: syndicats, organisations paysannes, partis politiques, associations de jeunes et de professionnels, mouvements étudiants, groupes féministes. Les gens reprennent la parole. Sur des pancartes de revendications les gens disaient qu'ils ont le droit "de parler et même de déli-
rer". C'est l'émergence d'une société civile qui marche de pair avec la mort de la figure du Père présente dans presque toutes les structures du pays. (En Haïti tout président se fait appelé Père: Papa Dok, Papa Janklod, Papa Lecot, Papa Magloire... Le nom du curé est précédé de l'étiquette Père:

Père Antoine...)). Cette prise de parole des citoyens va avoir des répercussions sur l'Eglise-Pouvoir qui ne peut plus être la **voix des sans voix** puisque les revendications et les protestations sont formulées directement. L'Eglise n'a plus le monopole de la parole sur les pauvres car d'autres institutions vont traduire cette misère en terme d'exploitation économique et d'oppression politique cautionnées et mises en place par les pays développés. Cette Eglise devient une **voix parmi d'autres**. Elle est forcée de vivre le pluralisme. Ce qui ne marche pas avec le triomphalisme ni avec la vision autocratique d'une Institution ni avec une pensée politique, type Jean-Paul II (Eglise qui s'interpose entre un Etat répressif et les sociétés, tirant ainsi son pouvoir).

Je préciserais qu'une telle mentalité n'est pas typique du Haut clergé. J'ai entendu de jeunes séminaristes s'opposer au déshouage de l'Archevêque Ligondé que le peuple appelle "Monsenyè makout" à cause de ses connivences avec les Duvalier. Ils disaient ceci: (je cite) "Si nous **donnons** au peuple le droit de déshouer Monseigneur, qu'en sera-t-il pour les autres? Pour un rien, le peuple, ne va-t-il pas déshouer un curé, une religieuse ou un frère?"

Cette prise de parole effective des citoyens, des laïques et des Ti Legliz qui est à l'origine de ce que certains qualifient de crise de l'Eglise-Pouvoir qui, de fait, vit une situation inconfortable au point de crier "Oh Communisme" quand elle se sent menacée dans son pouvoir autoritaire. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'un des derniers documents de la C.E.H. qui met en garde l'Eglise de base en qui elle perçoit (je cite): "Une Eglise opposée à l'Eglise présidée par ses Pasteurs légitimes" (**Réponses de la Conférence Episcopale à quelques questions d'actualité dans l'Eglise d'Haïti #6**).

4- LES TI-LEGLIZ ET LA RADICALITE POLITIQUE

Je dois commencer par dire que je n'ai jamais vu les Ti-Legliz s'opposer à l'Eglise hiérarchique. Ce dont les membres des Ti-Legliz se plaignent, c'est le manque d'appui de la part de l'Institution quand, au nom de leur foi, ils vont exposer leur vie au cours d'une manifestation politique pour protester contre la répression brutale du gouvernement ou contre l'assassinat des résidents des quartiers marginaux où même des bébés de 4 mois qui meurent, dans leur berceau, sous les balles des militaires. Les Ti-Legliz exigent que leurs pasteurs légitimes se prononcent devant de telles barbaries. Ce dont se plaignent les Ti-Legliz c'est le fait que la C.E.H. s'est tûe à la suite de l'assassinat à Jean Rabel de 300 paysans par des grandons alliés aux militaires et aux macoutes. Il a fallu l'occupation de la Cathédrale de Port-au-Prince et la grève de la faim de sept jeunes pour forcer les Evêques à faire une déclaration qui condamne cet acte criminel.

A côté de cette stratégie politique de l'Eglise hiérarchique, il y a, celle des Ti-Legliz, des chrétiens progressistes et des prêtres et des religieuses engagés qui ne peuvent se dérober devant leur mission historique d'assumer la dimension politique de leur engagement évangélique. Ce peuple qui vit à la frontière de la vie et de la mort ne peut plus se contenter de quelques déclarations morales, généreuses et souvent utopiques. Dans les

Ti-Legliz, c'est ce peuple vivant en état d'urgence qui se met à relire son vécu quotidien d'exploitation et d'oppression, à la lumière de l'évangile libérateur, du Dieu des chrétiens qui est un Dieu de la vie; un Dieu de Vie qui a détruit la Mort avec toutes ses formes d'oppression, réelles et latentes. La parole théologique qui émerge de cette réflexion de personnes "analphabètes" connaît la radicalité de l'évangile. Foi et politique ne sont pas deux entités séparées qu'on peut facilement caser dans deux tiroirs différents. La foi s'explicité dans la politique des pauvres et l'engagement politique est un signe de la foi. Ces gens qui n'ont rien s'appuient sur leur énergie spirituelle et leur esprit religieux et ne sont pas prêts à accepter n'importe quel compromis ni à se lancer, avec le gouvernement, dans un dialogue de sourds qui, quand il est positif, termine toujours par un "regret des événements" et la promesse d'une "enquête ultérieure" qui ne se fait jamais. Les membres des Ti-Legliz forment diverses associations connexes comme "Veye yo" (Surveillez-les", "Bare yo" (Cernez-les)... A leur dernier congrès, les jeunes chrétiens du pays se sont considérés comme des sentinelles dont la tâche constitue à être vigilants sur la foi, sur l'Eglise et sur la marche du pays.

De fait, les Ti-Legliz poussent la grande Eglise dans le dos et la forcent à se convertir. Même les prêtres engagés sentent qu'ils ne peuvent, a priori, assigner une limite dans leur engagement avec les pauvres. Ils commencent à ne plus se voir uniquement comme des gens qui sont là pour encadrer, conscientiser ou former le peuple alors que, quand vient le moment de manifestations politiques où l'on s'expose au gaz lacrimogène et aux balles des militaires, ils sont dans le couvent, au presbytère ou au palais épiscopal. Certains ne se voient plus dans un schéma où les clercs pensent et les laïques agissent. Les laïques, ne peuvent-ils pas penser et les clercs, sont-ils condamnés à la paralysie politique? En gros, ces clercs ne se sentent plus capables de faire de la politique de l'extérieur sans s'impliquer.

5- DEUX VISIONS DES ELECTIONS

En invitant les fidèles à aller voter massivement (#3) l'Eglise s'est ralliée aux électoralistes alors que d'autres groupes prônent carrément l'abstention ou la simple indifférence.

Pour les Evêques, il faut un climat de paix favorable aux opérations électorales; d'où leur appel aux "forces de sécurité pour une nécessaire intervention consciente, intelligente et loyale"(13) alors que les militaires sont les responsables directs et indirects de ce terrorisme d'Etat qui occasionne tant de vols, de viols et d'assassinats nocturnes. D'ailleurs, c'est compte tenu de ce règne d'insécurité et de terreur instauré par les militaires et leur dernière tentative de coup d'Etat en juin dernier que les organisations populaires les ont vus comme incapables d'assurer des élections honnêtes. C'est dans ce contexte que l'Evêque de Jérémie, Mgr Romélus avait lancé, face au CNG, la fameuse opération "rache maniok" (arracher son manioc). [Le manioc est un arbrisseau des régions tropicales dont la racine fournit les féculés alimentaires: le tapioca. En arrachant le manioc, toutes les féculés et mêmes les fibres sortent avec la tige. Rien ne demeure en terre.] D'après Mgr Romélus, "Le gouvernement doit partir. Les mains du CNG sont pleines de sang et il a été installé par les Américains et les Duvaliéristes".

D'après les Evêques, les élections permettront l'ascension "d'hommes nouveaux et intègres qui, par leur mentalité, leur conscience professionnelle et leur patriotisme, réaliseront des enjeux importants (réaliser des changements en faveur de la promotion de la famille, le travail, l'éducation, la santé... - sauvegarder les acquis du 7 février - combler les attentes du peuple) [Deuxième message des Evêques d'Haïti aux fidèles et aux hommes de bonne volonté à l'occasion des prochaines élections #9]. Les gens du peuple ne se reconnaissent dans cette logique individualiste d'hommes prétendument "honnêtes" mais se fient de plus en plus à leurs propres organisations. (D'ailleurs, ce n'est pas sans raison que le Conseil National de gouvernement a contribué à démanteler systématiquement les organisations populaires, les groupements de paysans, les associations de jeunes...).

La formule même des élections (carte électorale, inscriptions...) est étrangère à ce peuple en majorité analphabète et de tradition orale.

Il existe deux niveaux de réalité, donc deux niveaux de langage et de visions du changement social. Les Evêques parlent des élections "qui vont changer la situation d'Haïti" alors que les Ti-Legliz et la base parlent de revendications concrètes: stopper la contrebande et la politique du libre-échange, retour des cochons créoles détruits par les américains.

Les Evêques (Ibid # 15) parlent du rôle de l'Eglise qui est "d'accompagner le peuple avant et pendant les élections" (le court terme). Qu'en est-il de l'après-élections (le long terme) auquel pensent déjà les militaires?

Conclusion

Nous voyons donc une Eglise-Pouvoir qui est mise en question et une Eglise charismatique qui est en construction. Les pauvres poussent l'Eglise à la conversion. Ils l'invitent à vivre l'humilité évangélique et à se solidariser avec leur classe d'opprimés. Ce qui implique la rupture avec une certaine tradition: celle qui pendant cinq siècles, a toujours vu l'Eglise du côté des maîtres-colons, des envahisseurs impérialistes, du côté des exploités, des dictateurs, et des militaires. Dans ce rapport de force entre les deux Eglises, toute répression interne de l'Eglise hiérarchique contre les Ti-Legliz traduit inévitablement la répression du mouvement populaire et la perpétuation d'un ordre social injuste.

JEAN-YVES BLOT
anthropologue et théologien